

## ***Un collectif de détenus incarcérés à la maison d'arrêt des hommes de Fleury Mérogis.***

Nous, prisonniers, condamnés ou prévenus, enfermés à la maison d'arrêt de Fleury Mérogis, lançons un appel contre la conquête sécuritaire qui se joue en ce moment à travers les mobilisations des surveillants de prison dans toute la France. Cet appel vise également à construire une force collective entre les détenus en lutte et à l'extérieur. Depuis plusieurs jours, des surveillants de prisons bloquent les entrées des maisons d'arrêt, centrales et centres de détention du territoire français.

Ici, à Fleury Mérogis, l'établissement est régulièrement paralysé depuis le début de semaine par plusieurs dizaines de surveillants, empêchant les parloirs avec nos familles, parfois venues de loin, empêchant les extractions dans le cadre des procédures judiciaires (bloquant les aménagements de peine), l'entrée des avocats, les cantines, les cuisines, le nettoyage et toutes les activités dédiées à la prétendue « réinsertion ». Leurs revendications sont simples, ils réclament plus de moyens et plus de sécurité pour le personnel pénitentier, ce qui se traduit concrètement par un armement généralisé des surveillants, l'imposition de menottes aux détenus lors de leurs déplacements hors des cellules, et des restrictions conséquentes de nos libertés et de nos droits, pour le peu qu'il en reste. Leur mouvement fait suite à diverses manifestations supposées de violence depuis quelques temps, qui, si elles existent, ne sont que des actes isolés, bien souvent en réponse à une violence bien plus importante de l'institution carcérale et de l'État en général. Depuis une semaine, nous assistons à une surmédiation d'événements sporadiques et minimes sur toutes les chaînes de télévision, sur fonds d'antiterrorisme. Une insulte devient une agression, une bousculade un passage à tabac et un retard en cellule une mutinerie. Et nous voyons ainsi défiler ces mensonges sur BFM depuis le week-end dernier. Les surveillants et leur syndicat, interviewés par les médias, ont présenté la prison comme un « sanctuaire de criminels » où les détenus avaient « pris le pouvoir » dans des zones totalement abandonnées par les pouvoirs publics. Mais cette stratégie de désinformation ne s'arrête pas là et se couple à des actions bien réelles à l'encontre des détenus.

Ce jeudi 18 janvier au matin, alors que tous les parloirs avaient été annulés, que les activités n'avaient pas lieu et que nous étions séquestrés en cellule, sans information et sans même avoir été nourris, l'administration a finalement décidé, en réponse aux mobilisations de leur personnel, de lancer une nouvelle entreprise de terreur comme on n'en voit qu'en prison à l'encontre des détenus, et alors que rien ne s'était encore passé. Vers 11h, plusieurs dizaines de surveillants et d'Eris, armés, cagoulés et prêts à intervenir étaient déployés dans toute la prison. Alors que les départs en promenade se faisaient sous pression, ponctués de coups de matraque et de bouclier, de fouille à nu arbitraires et d'insultes diverses, nous avons décidé de nous organiser contre ces violences gratuites, exercées pour satisfaire des surveillants en mal de reconnaissance. Sur le bâtiment D2, nous étions plus d'une centaine à refuser de réintégrer nos cellules à l'appel de fin de promenade, qui avait été réduite à 45 minutes au lieu des deux heures quotidiennes. Sur le bâtiment D1, c'est cette fois l'administration qui nous enfermait plus de 4h en promenade, pour prévenir un risque de blocage et en profiter pour fouiller une bonne partie des cellules. Dans les autres bâtiments, nous tentions plusieurs blocages, la plupart mis en échec par l'intervention violente des Eris. À travers ces blocages, nous voulons exprimer notre droit à manifester, qui nous a été arraché lors de notre incarcération et nous voulons lancer un message vers l'extérieur, contre ce qui se joue en ce moment devant les prisons françaises : l'invisibilisation des violences quotidiennes à l'encontre des détenus – insultes régulières, coups, pressions administratives, les suicides réguliers, les piqûres forcées, les cellules en flammes comme à Fresnes il y a quelques jours, et même les viols, comme à la MAF ou à Meaux il y a

quelques mois. Mais également, la stratégie des surveillants qui rappelle celle des policiers qui manifestaient illégalement, masqués et armés, en direction des lieux de pouvoir à l'automne 2016 au cri de « la racaille en prison ! », pour réclamer et finalement obtenir un nouveau permis de tuer.

À travers ces actes de résistance collective, nous nous mobilisons contre cette répression grandissante et contre l'entreprise sécuritaire de l'État pénal. Mais pour ce faire, nous avons besoin de construire une force collective, et que nos luttes soient entendues et relayées à l'extérieur. La violence, la vraie, elle est du côté de la prison, de la justice et de la police, qui frappent, séquestrent et légitiment ces exactions. La violence, c'est l'État. Nous ne sommes pas des bêtes, nous sommes des êtres humains, et nous refusons d'être enfermés et renvoyés à des faits qui feraient de nous des parias, sans droits et sans dignité. Nous en appelons aujourd'hui à toutes celles et tous ceux qui, à l'extérieur, luttent contre les violences d'État. Nos mobilisations sont vaines si nous ne sommes pas soutenus et si les acteurs des luttes actuelles ne se font pas écho de nos combats. En effet, nous payons le prix fort de ces blocages, la vengeance de l'administration est terrible, plusieurs personnes ont d'ores et déjà été envoyées au mitard, le quartier disciplinaire, et nous savons tous que nos conditions de détention seront rendues encore plus difficiles, du seul fait d'avoir refusé ces injustices. Par ailleurs, nous avons besoin que des mobilisations fortes appuient nos mouvements, car l'administration sait qu'elle a les moyens de nous faire taire, en chargeant nos dossiers en vue de nos procès à venir ou en refusant nos aménagements de peine. Ce texte ne s'adresse ni aux institutions, ni aux défenseurs des soit-disant droits de l'homme et des politiques traditionnelles car à nos yeux, il n'existe pas de prisons « plus justes ». C'est un appel à toutes celles et tous ceux qui, au printemps 2016, se sont soulevés contre la loi travail ; car nous aussi, nous sommes les premières victimes d'une précarisation massive qui nous a contraint à choisir entre la misère et la prison. C'est un appel à celles et ceux qui luttent contre le racisme, car nous aussi sommes les premières cibles d'un racisme d'État qui enferme toujours les mêmes personnes, des jeunes non blancs, parqués dans les prisons françaises. C'est un appel à celles et ceux qui luttent contre les violences policières, car nous sommes ceux qui subissent depuis toujours les violences des forces de police et nous sommes ceux qui se lèvent toujours lorsqu'un de nos frères tombe sous les coups ou sous les balles des forces de l'ordre. Mobilisons-nous, à l'intérieur comme à l'extérieur des prisons. Construisons une vraie force contre la répression en bloquant et en perturbant les institutions répressives et les politiques sécuritaires. Brisons le silence de la prison, et brisons les chaînes qu'elle nous impose. Liberté pour toutes et tous.

*Un collectif de détenus incarcérés à la maison d'arrêt des hommes de Fleury Mérogis.*